Quel rôle peuvent avoir les taxes alimentaires dans la lutte contre l'obésité ?

4 juillet 2014

Le 7 avril 2014, la *British Nutrition Foundation* organisait à Londres une conférence intitulée *Food taxes – what role might they have in the battle against obesity?* (cf. document de synthèse des échanges). Un consensus se forme sur la nécessité de répondre au problème de l'obésité et sur l'existence d'un important gradient socio-économique. Au Royaume-Uni, environ un quart des adultes est obèse et près du tiers des enfants est en surpoids ou obèse. 24,3% des enfants vivant dans les foyers les plus défavorisés sont obèses, alors que ce taux n'est « que » de 11,7% pour les 10% de foyers les plus aisés.

L'impact des taxes a été discuté sur la base de travaux en conditions réelles et de modélisations. Au Danemark, la mise en place d'une taxe pour réduire les consommations de graisses saturées s'est traduite par un échec (retrait du texte législatif au bout de quinze mois), n'ayant pas permis de changements dans les comportements alimentaires. En effet, ont été constatés un stockage des produits concernés avant l'entrée en vigueur de la taxe, un déplacement des achats de ces produits vers les enseignes de *hard discount* ou encore des achats effectués dans les pays voisins. Par ailleurs, d'après les travaux de modélisation présentés, une taxe sur les produits contenant des graisses saturées au Royaume-Uni ne permettrait qu'une faible baisse du taux d'obésité, et une taxe de 20% sur les sodas ne réduirait que de 1,3% l'obésité et de 1,9% le surpoids chez les adultes. De même, dans le Nord-Ouest de l'Angleterre, une augmentation de 20% du prix des sodas ne serait pas suffisante pour inciter les personnes à modifier leur consommation.

Les connaissances actuelles sur les effets indirects, et potentiellement contradictoires, des taxes sont limitées : substitutions entre produits alimentaires consommés, réactions de l'industrie alimentaire (reformulation des produits, transmission de l'entièreté, ou non, des taxes au consommateur). De manière générale, les enjeux liés à l'obésité et au surpoids nécessitent une action publique sur la base d'un ensemble d'outils ayant fait l'objet d'une évaluation solide. La taxation en est un, pouvant prendre différentes formes : taxe sur les aliments contenant des sucres ou graisses ajoutés, subvention à l'achat de fruits et légumes. Enfin, des politiques sociales larges sont nécessaires, différenciées en fonction des populations et basées sur une compréhension plus fine des choix individuels.

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : *British Nutrition Foundation*